

Loin des millions accordés pour la Genève internationale, le gouvernement vaudois invoque le déficit budgétaire et refuse de compenser les coupes touchant les ONG actives dans la coopération

# PAS UN SOU POUR L'ENTRAIDE

GILLES LABARTHE

**Développement** ► L'interpellation avait été déposée en début d'année par des parlementaires vaudois-es, alarmés par les coupes budgétaires décidées dès janvier 2025 par l'administration Trump et frappant les milieux de la coopération internationale. Des coupes qui ont fait des ravages, jusqu'à Lausanne, et au-delà. Pour rappel, l'ONG Terre des hommes a dû supprimer plusieurs postes en Suisse, mais aussi licencier des centaines d'employé-es helvétiques dans une dizaine de pays d'intervention.

Medair, spécialisée dans l'aide d'urgence et la réhabilitation, a été forcée de réduire de 30% son personnel sur ses programmes internationaux. La saignée se poursuit, tandis que la fermeture définitive de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID, la plus grande agence de coopération au monde, représentant 42% de l'aide humanitaire globale) vient d'être officialisée le 1<sup>er</sup> juillet (voir encadré).

Plus largement, comment mesurer aujourd'hui l'impact global des coupes étasuniennes sur les ONG du canton de Vaud, et sur l'emploi? Combien de postes sont menacés? Quelles sont les possibilités d'action? A toutes ces questions, le Conseil d'Etat a livré il y a quelques jours une réponse lapidaire, non documentée, tenant en une page et demi seulement. Réactions d'Alexandre Cavin, secrétaire général de la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco), faitière de 51 organisations actives dans le secteur.

**Comment réagissez-vous à la réponse du Conseil d'Etat, publiée le 2 juillet?**

**Alexandre Cavin:** Je ne suis pas tellement surpris. Je m'attendais à une réponse de ce style, à la suite de l'interpellation déposée par un certain nombre de député-es, avec lesquels j'avais pu échanger, et qui avaient pu échanger avec d'autres organisations comme Terre des Hommes et Medair. On aurait espéré une réponse un peu plus étoffée, documentée et chiffrée, en termes d'impact financier et de postes menacés dans les ONG, comme le demandaient les député-es dans leur intervention.

**Cette réponse du gouvernement vaudois représente clairement une non-entrée en matière?**

Oui. Et plusieurs raisons peuvent expliquer ma «non-surprise». Certains éléments sont avancés dans cette réponse, comme la situation financière du canton (avec un déficit historique de 369,2 millions sur les comptes de 2024, et des mesures d'assainissement prévues, ndr), qui ne permettrait pas de compenser tout ou partie des pertes liées à la baisse des contributions étasuniennes. Cette mauvaise situation financière entraîne des coupes dans toute une série de services et prestations de l'Etat. Mais un geste en faveur de la coopération internationale eût été bienvenu.

Dans la suite de sa réponse, le Conseil d'Etat ajoute que «la marge de manœuvre cantonale pour assurer la pérennité des engagements en matière de solidarité internationale demeure restreinte». Cela m'inquiète, d'autant plus quand on sait que les besoins d'aide s'accroissent dans les pays du Sud. Or la DDC (Direction du développement et de la coopération) a vu elle aussi son budget réduit de 10,5% en ce qui concerne le soutien aux ONG



L'ONG Terre des hommes a dû supprimer plusieurs postes en Suisse, mais aussi licencier des centaines d'employé-es helvétiques dans une dizaine de pays d'intervention. KEYSTONE

pour l'année 2025 – soit 110 millions en moins.

**Le gouvernement vaudois dit avoir été actif en relayant ce dossier au niveau fédéral, à Berne: pour quels résultats concrets, concernant la Fedevaco?**

J'apprends en effet qu'il a adressé un courrier au chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Ignazio Cassis, «pour exprimer ses vives inquiétudes concernant les coupes budgétaires décidées par la

DDC»... et s'inquiéter par ailleurs des coupes affectant notamment l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), seule organisation internationale qui a son siège dans le canton de Vaud. C'est une manière de faire le parallèle avec Genève. Evidemment, nous le faisons aussi à la Fedevaco, envers notre «grande sœur», la Fédération genevoise de coopération. Mais la Genève internationale, siège des grandes organisations, reste un cas particulier en Suisse.

## COUPES À TOUS LES ÉTAGES

Les premiers signaux d'alarme ont retenti dès janvier 2025 lors des suspensions de programmes de coopération internationale par l'administration Trump. Avec des répercussions jusqu'en Suisse (voir nos éditions du 7 février et du 4 mars 2025). Au dernier décompte estimé début mai par Alliance Sud, centre de compétence suisse pour la coopération internationale, ces coupes étasuniennes ont provoqué plus plus de 70 suppressions d'emplois dans les ONG, au niveau national. La tendance ne fera que s'accroître ces prochains mois, déplore l'association E-Change, membre de la Fedevaco. Mardi 8 juillet, sa dernière lettre d'information résume: «La France, l'Allemagne, les Pays-Bas et d'autres nations du Nord global ont également réduit leurs budgets d'aide au développement. La Suisse n'échappe pas à cette logique: 110 millions de francs en moins en 2025, 321 millions supplémentaires coupés entre 2026 et 2028.»

Les ONG visées pourront-elles compter au moins sur un soutien cantonal? A Genève, plusieurs mesures ont été adoptées ces derniers mois, en urgence: mécanismes d'aides au niveau des réductions de l'horaire de travail et subsides pour les ONG,

mises à mal par l'arrêt brutal du financement étasunien; 25 millions accordés sur proposition du Conseil d'Etat pour la Genève internationale, en plus des 25 millions apportés par la Fondation Wilsdorf; crédit de 2 millions pour aider les ONG, voté en mars par la Ville de Genève... entre autres.

Par son refus d'entrer en matière, le Conseil d'Etat vaudois adopte une position inverse. Pour la gauche de l'hémicycle, c'est une déconvenue, comme en témoigne le député socialiste Laurent Balsiger, un des porteurs de l'interpellation: «Je suis très déçu par la réponse du Conseil d'Etat. Elle montre que ce dernier ne semble pas prendre la mesure de la situation, ni par rapport aux réductions des prestations dans les pays bénéficiaires, ni pour ce qui est des pertes d'emploi dans notre canton, qui pourraient à terme s'élever à plusieurs centaines de postes de travail. Le secteur de la coopération est une vitrine et un secteur d'activité clé de notre région, qui rayonne dans le monde entier. Je suis surpris que le Conseil d'Etat, contrairement à Genève, ne propose aucune mesure de soutien et ne cherche pas davantage à cerner les enjeux des ONG concernées. J'espère vivement que cela changera.» GLE

peut regretter qu'il n'y ait pas une augmentation des moyens alloués dans le canton de Vaud pour se rapprocher de cet indicateur et surtout, faire face aux besoins. En revanche, au niveau des communes vaudoises, on constate une vraie préoccupation de leur part dans les chiffres et dans leurs prises de position. Comme à Renens, par exemple. Les contributions des communes à la Fedevaco pour 2024 n'ont jamais été aussi élevées.



**«Un geste en faveur de la coopération internationale eût été bienvenu»**

Alexandre Cavin

**A la Fedevaco, avez-vous chiffré les pertes globales en termes de coupes budgétaires sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025, et de postes supprimés, ici et à l'étranger?**

J'ai réuni des informations que certaines ONG m'ont demandé de garder confidentielles pour le moment. Mais pour les grandes ONG ayant leur siège dans le canton, comme Terre des hommes et Medair, ce sont des dizaines de postes en Suisse qui sont menacés. On sait aussi que les coupes de 10,5% de la DDC sont déjà effectives pour 2025. On peut craindre que les coupes 2026 soient du même ordre, voire supérieures, avec la mise en œuvre potentielle du programme d'économies présenté par le rapport Gaillard (du nom de Serge Gaillard, président d'un groupe d'experts qui a soumis au Conseil fédéral en septembre 2024 une série de mesures visant à alléger les finances de la Confédération de 4 à 5 milliards dans les années à venir, ndr). C'est une vraie préoccupation à la Fedevaco.

**Une bonne nouvelle, toutefois, au niveau cantonal?**

Jusqu'ici, il n'existait pas de politique internationale du canton de Vaud en matière de coopération, ni de feuille de route, si l'on peut dire, comme il y en a à Genève ou ailleurs. En janvier 2025, le Grand Conseil vaudois a décidé de modifier la gouvernance de l'aide publique au développement. Il s'agit d'un changement stratégique, fixant la définition de la coopération internationale par le Conseil d'Etat, et sa gouvernance. Pour 2026, l'Etat chargera les départements concernés de mettre en place un comité interdépartemental afin de garantir une meilleure coordination des initiatives, en améliorant la coordination entre les départements de l'Etat de Vaud et la Fedevaco. Et surtout, pour développer une stratégie de coopération internationale, vaudoise. Pour toutes ces questions, la Fedevaco sera un interlocuteur privilégié. Pour nous, c'est un vrai plus, de ce côté-là. I